

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

**OBJET DU MARCHÉ :** Mission de mandat pour la gestion et l'administration des biens immobiliers du patrimoine privé de la CCI NCA sur le P.A.L. Nice St Isidore, de la SCI du P.A.L. sur le P.A.L. Nice St Isidore et de la SCI CAMPUS REGIONAL APPRENTISSAGE dans le SILO Nice Méridia

**N°2024/44/SC/01/027**

## PROCÉDURE

>>> Marché à procédure adaptée

**ACHETEUR :** CCI NCA – 20 BLD Carabacel 06005 NICE Cedex 1

**GROUPEMENT DE COMMANDES**  
entre :

**Membres :** CCI NCA / SCI DU PAL / SCI CAMPUS

**Coordonnateur :** CCI NCA

*Prise en qualité de Pouvoir Adjudicateur*

## Sommaire

<b>Article 1. Objet – Forme – Etendue – documents du marché</b>	<b>4</b>
1.1 Préambule	4
1.2 Objet du marché - Allotissement	4
1.3 Forme du marché	4
1.4 Étendue du marché	5
1.5 Documents régissant le marché – Notifications	5
1.5.1 Documents applicables	5
1.5.2 Documents contractuels non joints au marché	5
1.5.3 Documents non-applicables	5
1.5.4 Élection de domicile et forme des notifications et informations	5
<b>Article 2. Durée du marché - reconductions</b>	<b>5</b>
2.1 Durée initiale	5
2.2 Reconductions	6
<b>Article 3. Obligations générales des parties</b>	<b>6</b>
3.1 Obligation d'information et de conseil	6
3.2 Réglementation en vigueur	6
3.3 Obligation des Membres du Groupement	6
<b>Article 4. Prix</b>	<b>7</b>
4.1 Forme des prix	7
4.2 Contenu des prix des prestations	7
4.3 Révision des prix	7
<b>Article 5. Protection des données à caractère personnel</b>	<b>7</b>
<b>Article 6. Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité</b>	<b>12</b>
<b>Article 7. Clause d'éthique</b>	<b>12</b>
<b>Article 8. Exécution financière</b>	<b>13</b>
8.1 Avance – Acomptes – Délais et retard de paiement – Titres de recette	13
8.1.1 Avance	13
8.1.2 Acompte	13
8.1.4 Retard de paiement	14
8.1.5 Émission de titre de recette, le cas échéant	14
8.2 Cession ou nantissement des créances	14
<b>Article 9. Demandes de paiement</b>	<b>14</b>
9.1 Dispositions générales	14
9.2 Présentation de la demande de paiement	15
9.3 Dispositions particulières en cas de demande de versement d'acomptes / de solde	15
9.3.1 Demandes de versement d'acomptes	15
9.3.2 Demandes de paiement pour solde	15
9.4 Modalités de paiement des sous-traitants	15

<b>Article 10. Assurances</b>	<b>16</b>
<b>Article 11. Pénalités</b>	<b>16</b>
11.1 Définition du manquement	16
11.2 Modalités de calcul	16
11.2.1 Pénalités de retard	16
11.2.2 Pénalités de non-conformité	16
11.2.3 Tableau des pénalités	17
11.3 Réfaction :	17
11.4 Pénalités pour travail dissimulé	17
11.5 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	17
<b>Article 12. Modifications du marché</b>	<b>18</b>
12.1 Clause de réexamen	18
12.1.1 Modifications et ajouts de prestation(s) en cours d'exécution	18
12.1.2 Modalités de mise en œuvre de la modification / de l'ajout	19
12.2 Cession de marché	19
12.3 Prestations similaires	20
<b>Article 13. résiliation</b>	<b>20</b>
<b>Article 14. Cotraitance</b>	<b>20</b>
14.1 En cas de défaillance d'un des membres du groupement	20
14.2 Émission des déclarations sociales nominatives	20
14.3 Les modalités de paiement	20
<b>Article 15. Sous-traitance (INTERDITE EN FOURNITURE)</b>	<b>21</b>
<b>Article 16. Pièces et attestations à fournir</b>	<b>21</b>
16.1 Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du Code du travail)	21
16.2 Dispositif de contrôle (Article L 8222-6 du Code du travail)	21
16.3 Liste nominative du personnel étranger	21
16.4 Obligations en matière de détachement des travailleurs	22
<b>Article 17. Contentieux, différends et litiges</b>	<b>22</b>
<b>Article 18. Médiation</b>	<b>22</b>
<b>Article 19. Clause ou stipulation réputée non écrite</b>	<b>22</b>
<b>Article 20. Dérogations au CCAG/FCS</b>	<b>23</b>

## **ARTICLE 1. OBJET – FORME – ETENDUE – DOCUMENTS DU MARCHÉ**

---

### **1.1 Préambule**

*Le présent marché donne lieu à un groupement de commandes entre la CCI NCA et la SCI du PAL et la SCI CAMPUS REGIONAL APPRENTISSAGE (ci-après, SCI CAMPUS), conformément aux articles L.2113-6 à L.2113-7 du code de la commande publique (CCP).*

*Une convention de groupement de commande a été conclue à cette fin.*

*La CCI NCA est le coordonnateur du groupement.*

*Elle agit en tant que pouvoir adjudicateur.*

*Elle aura en charge d'organiser la procédure de passation jusqu'à la notification du présent marché public.*

*L'exécution du marché sera partagée entre le coordinateur et chaque membre du groupement selon leurs compétences respectives telles que définies dans la Convention établie.*

*La facturation sera gérée par chaque membre du groupement*

### **1.2 Objet du marché - Allotissement**

Le présent marché, passé en application des articles L2123-1, R2123-1 à R2123-8 et suivants du Code de la commande publique.

La présente consultation a pour objet d'attribuer une **Mission de mandat pour la gestion et l'administration** par le Titulaire (autrement désigné « le mandataire » ou « l'administrateur ») des biens immobiliers suivants :

- 1) Biens immobiliers relevant du patrimoine privé de la CCI Nice Côte d'Azur situés sur le Parc d'Activités Logistique (P.A.L.) de Nice Saint-Isidore : il s'agit d'une toute petite parcelle de terrain qui accueille une antenne de radio télécommunication ainsi que d'un « bâtiment administratif » existant à la date de lancement du présent marché mais voué à être démoli à brève échéance ;
- 2) Biens immobiliers appartenant à la SCI du PAL, une filiale de la CCINCA, situés sur le Parc d'Activités Logistique (P.A.L.) de Nice Saint-Isidore : ces biens consistent en des immeubles à usage d'entrepôts et de bureaux et d'un bâtiment dit « centre de vie » ;
- 3) Places de stationnement appartenant à la SCI CAMPUS REGIONAL DE L'APPRENTISSAGE, une autre filiale de la CCINCA, situées au sein de l'immeuble dit « Parking SILO » de Nice Méridia.

Allotissement : Le présent marché n'est pas alloti.

La CCINCA a décidé, pour des raisons techniques, de passer un marché global et non alloti, même s'il existe trois sites différents, car l'ensemble des prestations de la présente consultation relèvent, dans leur ensemble, de la mission d'administrateur de biens. Ces prestations, correspondant au même code CPV (7033000-3 : service de gestion de biens immobiliers) forment une unité de services homogènes et autonomes. De plus, la mutualisation des sites génère un avantage technique et économique, renforcé par le fait que le parking Silo représente moins de 5% des encaissements prévisionnels.

Le marché est lancé en tant que pouvoir adjudicateur.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### **1.3 Forme du marché**

Le présent marché constitue un marché de services. Il est fait application du CCAG-FCS en vigueur.

Le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres, conformément à l'article R2151-6 du Code de la Commande Publique

## **1.4 Étendue du marché**

Le titulaire exécute toutes les prestations objets du présent marché figurant en annexe à l'acte d'engagement (BPU et CCTP).

Le cas échéant, l'acte d'engagement précise les montants minimum et maximum d'engagement hors taxes (H.T.) du marché.

## **1.5 Documents régissant le marché – Notifications**

### *1.5.1 Documents applicables*

Le présent marché est soumis au Code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG / FCS, les documents contractuels régissant le marché sont dans l'ordre décroissant de priorité, pour chaque entité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le Code de conduite anticorruption – Annexe 13 RI,
- Le cadre de mémoire technique (CMT) du Titulaire,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ,
- Le cas échéant les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants postérieurs à la notification du marché.

### *1.5.2 Documents contractuels non joints au marché*

Ne sont pas joints au marché et viennent après les documents énumérés à l'article 1.4.1 du CCAP dans l'ordre de priorité, les documents contractuels suivants

- Le CCAG/FCS (Cahier des clauses administratives générales Fournitures courantes et services), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 disponible sur le site : [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr)

Le marché conservé par la CCINCA fait seul, foi en cas de contestation.

### *1.5.3 Documents non-applicables*

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables sur les points sur lesquels elles viennent en contradiction avec les différents documents contractuels du marché et lorsqu'elles prescrivent des règles contraires aux principes du droit public en général et des marchés publics en particulier.

### *1.5.4 Élection de domicile et forme des notifications et informations*

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés aux coordonnées figurant à l'acte d'engagement.

En cas de modification des coordonnées, le titulaire en avertit la CCINCA par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception de l'information.

---

## **ARTICLE 2. DUREE DU MARCHE - RECONDUCTIONS**

---

### **2.1 Durée initiale**

Le présent marché est conclu pour une durée initiale d'un (1) an à compter de sa notification.

## **2.2 Reconductions**

Le marché est reconductible trois (3) fois, par tacite reconduction, **dans la limite de quatre (4) années.**

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins trente (30) jours avant chaque date anniversaire du marché.

La décision expresse de non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

Conformément à l'article R. 2112-4 du Code de la commande publique, Le Titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction du marché.

## **ARTICLE 3. OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES**

---

### **3.1 Obligation d'information et de conseil**

Dans le cadre de sa mission, le titulaire est tenu d'informer la CCINCA, de toute évolution législative et réglementaire ayant des répercussions sur l'exécution du marché.

En vertu de son obligation de conseil, le titulaire s'engage également à inciter, recommander et préconiser des solutions adaptées aux besoins de la CCINCA.

### **3.2 Réglementation en vigueur**

Le titulaire est tenu de respecter l'intégralité de la réglementation applicable aux prestations objets du marché, de mettre en œuvre et de se conformer à l'ensemble des dispositions en vigueur ainsi qu'à toutes les évolutions de ladite réglementation.

Il ne saurait se prévaloir de l'absence de référence dans les pièces du marché à un texte réglementaire, législatif ou à des normes pour prétendre s'y soustraire.

Toute modification, en cours de marché, de la réglementation, de la législation, ou des normes s'applique à compter de sa date d'effet. Le non-respect de cette obligation peut entraîner la résiliation sans indemnité du marché aux torts exclusifs du titulaire.

### **3.3 Obligation des Membres du Groupement**

Pour permettre au titulaire de mener à bien l'exécution des prestations, objet du marché, chaque Propriétaire veille à :

- Mettre le titulaire en rapport avec les interlocuteurs appropriés pour tout problème étudié afin de répondre de façon pertinente aux demandes de celui-ci,
- Mettre à disposition les matériels, bureaux, moyens de communication et plus généralement l'ensemble des fournitures nécessaires à la réalisation de la prestation,
- S'assurer de la participation effective de son personnel aux activités et réunions qui le concernent, dans l'hypothèse où le titulaire serait amené à intervenir sur site, à autoriser le personnel du titulaire qui restera sous le contrôle et sous la responsabilité de celui-ci, à accéder sur ledit site à la date et heure définie d'un commun accord,
- Assurer toutes facilités au titulaire pour l'exécution de ses prestations.

Impératifs les Propriétaires se réservent le droit de demander la justification des éléments exigés par le titulaire, voire de ne pas y apporter de réponse, par décision dûment motivée, notamment, au regard des

impératifs de sécurité et de confidentialité ou s'ils estiment qu'ils ne sont pas en rapport avec l'objet du marché, ou ne sont pas nécessaires à sa bonne exécution.

## **ARTICLE 4. PRIX**

---

### **4.1 Forme des prix**

Les prestations objet du présent marché sont rémunérées selon le taux inscrit à l'acte d'engagement.

### **4.2 Contenu des prix des prestations**

Les prix des prestations sont réputés comprendre toutes charges fiscales, sociales, frais d'intermédiation, de structure, de gestion ou autres et être établis sur la base des conditions économiques en vigueur à la date de prise d'effet du marché.

### **4.3 Révision des prix**

Les prestations donneront lieu au versement d'une rémunération annuelle payable trimestriellement terme échu, suivant le % inscrit à l'Acte d'Engagement.

Ce taux est ferme pendant toute la durée du marché, le montant des prestations sera réévalué avec la réévaluation annuelle des loyers.

## **ARTICLE 5. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

---

Le présent titre a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire s'engage à effectuer pour le compte des membres du groupement de commandes (qualifiable juridiquement chacun de responsable de traitement au sens du Règlement visé ci-après) les opérations de traitement de données à caractère personnel rendues nécessaires pour l'exécution du marché.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le Titulaire s'engage à respecter la législation et la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment :

- la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et ses décrets d'application ;
- le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données, dénommé sous les présentes « RGPD »).

### **Description du ou des traitements**

La description du ou des traitements pour lesquels les données à caractère personnel sont traitées, pour le compte des membres du groupement dans le cadre strictement nécessaire à l'exécution du marché, est précisée à l'Annexe 3 de l'Acte d'Engagement (AE) « Engagement en matière de protection des données à caractère personnel au titre du RGPD » complétée et signée par le Titulaire.

### **Obligations et garanties du Titulaire à l'égard de la CCINCA**

Le Titulaire assure détenir les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées afin que le traitement de données réponde aux exigences des lois et règlements en vigueur en matière de protection des données.

### **Instructions**

- a) Le Titulaire ne traite les données à caractère personnel que sur instruction documentée du/des membre(s) du groupement et de la CCINCA, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit français. Dans ce cas, avant le traitement, le Titulaire doit informer chaque membre du groupement et la CCINCA de l'obligation juridique, sauf si la loi le lui interdit pour des motifs importants d'intérêt public.
- b) Le Titulaire informe immédiatement le membre du groupement concerné et la CCINCA si, selon lui, une instruction donnée par le membre concerné du groupement constitue une violation du RGPD ou d'autres dispositions légales ou réglementaires.

### **Limitation de la finalité**

Le Titulaire traite les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du marché, telle(s) que définie(s) aux présentes, sauf instructions complémentaires du/des membre(s) du groupement ou de la CCINCA ;

### **Durée de traitement des données**

Le traitement par le Titulaire n'a lieu que pendant la durée d'exécution du marché ou pour la durée précisée sous l'Annexe 3 de l'Acte d'Engagement (AE).

### **Sécurité du traitement**

Le Titulaire s'engage à prendre en compte, s'agissant des outils, produits, applications ou services liés à l'exécution du marché, les principes de protection des données par défaut et dès la conception du traitement.

- a) Le Titulaire met en œuvre l'ensemble des mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, conformément au RGPD en son article 32, notamment, selon les besoins :
  - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
  - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
  - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
  - La mise en place de procédures visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
  - Des mesures d'identification et d'autorisation du/des utilisateur(s) ;
  - Des mesures de protection des données pendant la transmission et le stockage ;
  - Des mesures visant à garantir la sécurité physique des sites où les données à caractère personnel sont traitées ;
  - Des mesures visant à garantir l'enregistrement des événements ;
  - Des mesures visant à assurer la configuration des systèmes, y compris la configuration par défaut ;
  - Des mesures de gouvernance et de gestion de l'informatique interne et de la sécurité informatique ;
  - Des mesures de certification/assurance des procédés et produits ;
  - Des mesures visant à garantir la minimisation des données ;
  - Des mesures visant à garantir la qualité des données ;
  - Des mesures visant à garantir une conservation limitée des données ;
  - Des mesures visant à garantir la responsabilité ;
  - Des mesures permettant la portabilité des données et garantissant l'effacement ;
  - Toutes les mesures de sécurité complémentaires à celles visées supra.
- b) Le Titulaire n'accorde aux membres de son personnel l'accès aux données à caractère personnel faisant l'objet du ou des traitements que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du marché. Le Titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

### **Données sensibles**

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une



personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le Titulaire applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

### **Documentation**

- a) Le Titulaire traite de manière rapide et adéquate les demandes du/des membre(s) du groupement concernant le traitement des données conformément aux présentes clauses.
- b) Le Titulaire met à la disposition de chaque membre du groupement et de la CCINCA toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations énoncées sous les présentes et découlant du RGPD. A la demande de chaque membre du groupement, le Titulaire permet également la réalisation d'audits des activités de traitement réalisées dans le cadre des présentes et y contribue, à intervalles raisonnables ou en présence d'indices de non-conformité. Lorsqu'un membre du groupement décide d'un examen ou d'un audit, il peut tenir compte des certifications pertinentes en possession du Titulaire.
- c) Chaque membre du groupement peut décider de procéder lui-même à l'audit ou de mandater un auditeur indépendant. Les audits peuvent également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du Titulaire et sont, le cas échéant, effectués moyennant un préavis raisonnable.
- d) Seule la CCINCA ou le membre concerné du groupement est autorisé à mettre à la disposition de la CNIL, dès que cette dernière en fait la demande, les informations énoncées sous la présente clause et que le membre concerné ou la CCINCA jugera pertinentes, y compris les résultats de tout audit. Cette disposition ne concerne pas les informations que le Titulaire aurait pour obligation de transmettre à la CNIL, en vertu de la loi ou d'un texte réglementaire.

### **Recours à des sous-traitants ultérieurs (au sens du RGPD)**

Le sous-traitant ultérieur, au sens du RGPD, est celui à qui le Titulaire peut faire appel pour mener des activités de traitement spécifique relatif aux données à caractère personnel, sous réserve des conditions ci-après.

- a) En cas de recours éventuel à un ou plusieurs sous-traitant(s) ultérieur(s) (au sens du RGPD), pour mener des activités de traitement de données à caractère personnel, le Titulaire doit expressément et préalablement recueillir l'autorisation de la CCINCA. Pour ce faire, le Titulaire doit transmettre à la CCINCA le formulaire DC4 et compléter la rubrique F (<https://www.economie.gouv.fr/daj>).
- b) Dans ce cas, le Titulaire s'engage à intégrer dans le contrat les clauses obligatoires prévues par l'article 28 du RGPD et à faire respecter par le sous-traitant ultérieur les dispositions prévues aux présentes. La demande d'agrément du sous-traitant devra également comporter en Annexe l'engagement en matière de protection des données à caractère personnel au titre du RGPD complété et signé par le sous-traitant.
- c) Le Titulaire demeure pleinement responsable devant chaque membre du groupement de l'exécution des obligations par le sous-traitant ultérieur. Le Titulaire informe la CCINCA du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.
- d) Le Titulaire convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle, dans le cas où le Titulaire a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable, chaque membre concerné du groupement et/ou la CCINCA a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de donner instruction au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les données à caractère personnel.

### **Transferts internationaux**

Le Titulaire s'engage à traiter et héberger les données à caractère personnel en France ou un Etat membre de l'Union Européenne ;

Dans le cas où le Titulaire serait tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer immédiatement la CCINCA (par e-mail : [dpo@cote-azur.cci.fr](mailto:dpo@cote-azur.cci.fr) et par courrier RAR) de cette obligation juridique, et ce, avant tout traitement sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Si le Titulaire est amené dans le cadre de l'exécution du marché à traiter des données à caractère personnel hors UE, il s'oblige à recueillir l'accord préalable et écrit de la CCINCA.

### **Assistance au responsable du traitement**

a) Le Titulaire informe sans délai chaque membre concerné du groupement et la CCINCA de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée. Il ne donne pas lui-même suite à cette demande, à moins que le membre concerné du groupement ou la CCINCA ne l'y ait autorisé.

b) Le Titulaire prête assistance à chaque membre du groupement pour ce qui est de remplir l'obligation qui lui incombe de répondre aux demandes des personnes concernées d'exercer leurs droits, en tenant compte de la nature du traitement. Dans l'exécution de ses obligations conformément aux points a) et b) du présent article, le Titulaire se conforme aux instructions du membre du groupement et de la CCINCA.

c) Le Titulaire aide chaque membre du groupement à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le Titulaire :

1) l'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel (« analyse d'impact relative à la protection des données ») lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques ;

2) L'obligation de consulter la CNIL ou l'autorité de contrôle compétente préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le membre concerné du groupement ou la CCINCA ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque ;

3) L'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le/les membre(s) concerné(s) du groupement et la CCINCA si le Titulaire apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes ;

4) Les obligations prévues à l'article 32 « sécurité du traitement » du RGPD.

### **Notification de violations de données à caractère personnel**

En cas de violation de données à caractère personnel, le Titulaire coopère avec le/les membre(s) du groupement et la CCINCA et leur prête assistance aux fins de la mise en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 et 34 du RGPD, en tenant compte de la nature du traitement et des informations dont dispose le Titulaire.

### **Violation de données en rapport avec des données traitées par le/les membres du groupement**

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le/les membre(s) du groupement, le Titulaire prête assistance au membre du groupement concerné et à la CCINCA :

- a) Aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente ou aux autorités de contrôle compétentes, dans un délai maximum de 48h après que le membre du groupement en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques) ;
- b) Aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du RGPD, doivent figurer dans la notification du responsable du traitement, et inclure, au moins :
  - 1) La nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
  - 2) Les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
  - 3) Les mesures prises ou les mesures que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais ;

c) aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du RGPD, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

### **Violation de données en rapport avec des données traitées par le sous-traitant**

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le Titulaire, celui-ci doit notifier à la CCINCA cette violation de données dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance, par courrier électronique à l'adresse suivante : dpo@cote-azur.cci.fr, et par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'attention du Président de la CCINCA. Cette notification contient au moins :

- a) Une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés) ;
- b) Les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;
- c) Ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

### **Registre des activités de traitement**

Le Titulaire déclare tenir par écrit (y compris sous la forme électronique), obligatoirement, un registre des activités de traitement effectuées pour le compte de chaque membre du groupement en conformité avec l'article 30 du RGPD.

Dans le cas où le Titulaire a désigné un délégué à la protection des données conformément aux dispositions de l'article 37 du RGPD, le Titulaire doit communiquer à la CCINCA son nom et ses coordonnées.

### **Non-respect des clauses et résiliation**

- a) Sans préjudice des dispositions du RGPD, en cas de manquement du Titulaire aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, chaque membre du groupement peut donner instruction au Titulaire de suspendre le traitement de données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le marché soit résilié. Le Titulaire informe rapidement la CCINCA s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.
- b) La CCINCA est en droit de résilier le marché dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément aux présentes clauses si :
  - 1) Le traitement de données à caractère personnel par le Titulaire a été suspendu par le/les membre(s) du groupement conformément au point a) du présent article et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
  - 2) Le Titulaire est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du RGPD ;
  - 3) Le Titulaire ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du RGPD.

### **Sort des données**

Dans un délai maximum d'un mois à compter du terme ou de la résiliation du marché, le Titulaire supprime, selon le choix de la CCINCA, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte de chaque membre du groupement et certifie auprès de la CCINCA qu'il a procédé à cette suppression, ou renvoie toutes les données à caractère personnel à la CCINCA et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit national n'impose de les conserver plus longtemps. Dans le cadre de la destruction des données, le Titulaire du marché est tenu d'en confirmer son effectivité par écrit auprès de la CCINCA et, dans la mesure du possible, d'en justifier la destruction.

Le Titulaire continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

## **ARTICLE 6. RESPECT DES PRINCIPES D'EGALITE, DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE**

---

*Conformément à la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, dans le cadre de l'exécution des prestations, et dans le cas où le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public, il appartient au titulaire du marché, et de ses éventuels cotraitants, et/ou sous-traitants, de respecter les obligations énoncées dans le cadre de cette loi.*

Le titulaire du marché veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- S'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- Traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- Respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ; et de remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire veille également à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public (par exemple, un sous-traitant) s'assure du respect de ces mêmes obligations.

Communiquer à l'acheteur chaque contrat de sous-traitance qui aurait pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public.

### **SANCTIONS :**

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations mentionnées par le présent article, le pouvoir adjudicateur met en demeure d'y remédier dans un délai qu'elle lui prescrit. Dans le cas où cette mise en demeure reste sans effet dans un délai d'un (1) mois, des pénalités d'un montant de 500 € par manquement peuvent être infligées au titulaire du marché.

En cas de manquements répétés du titulaire à ses obligations, le pouvoir adjudicateur peut, par ailleurs, décider de prononcer la résiliation du marché en application des dispositions de l'article 15 du présent CCAP.

## **ARTICLE 7. CLAUSE D'ETHIQUE**

---

La CCINCA est une des Société éthique qui attachent une importance toute particulière à la lutte contre la fraude, la corruption, et toute atteinte à la probité, et qui entendent que toute personne ou société en relation avec elles adhère aux mêmes principes et respecte scrupuleusement la réglementation en vigueur.

En conséquence, les Parties s'engagent à respecter les dispositions de la loi française du 13 novembre 2007 relative à la lutte contre la corruption, et d'une manière générale, tous principes généraux du droit international et toutes dispositions réglementaires et législatives équivalentes et déclarent en avoir parfaitement connaissance.

Plus particulièrement, le Titulaire s'engage à respecter irrévocablement les éléments stipulés au sein du présent article.

Tout manquement de la part du Titulaire aux stipulations du présent article devra être considéré comme un manquement grave autorisant la CCINCA, si bon lui semble, à résilier le présent contrat sans préavis ni indemnité, mais sous réserve de tous les dommages et intérêts auquel la CCINCA, pourrait prétendre du fait d'un tel manquement.

Le Titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour le compte du Titulaire dans le cadre du présent contrat :

- Respectera toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption ;
- Ne fera, par action ou par omission, rien qui serait susceptible d'engager la responsabilité de la CCINCA, au titre du non-respect de la réglementation existante ayant pour objet la lutte contre la corruption ;
- Mettra en place et maintiendra ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informera la CCINCA, sans délai de tout évènement qui serait porté à sa connaissance et qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournira toute assistance nécessaire à la CCINCA, pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

Le Titulaire indemniser la CCINCA, de toute conséquence, notamment financière, d'un manquement de sa part aux obligations stipulées au présent article.

Le Titulaire autorise d'ores et déjà la CCINCA, à prendre toute mesure raisonnable ayant pour objet de contrôler le strict respect par le Titulaire des obligations stipulées au présent article.

Le Titulaire s'engage à informer la CCINCA, sans délai, de tout élément qui serait porté à sa connaissance et susceptible d'entraîner sa responsabilité au titre du présent article.

Il est entendu qu'aucune obligation au titre du présent contrat ne saurait avoir comme conséquence d'obliger la CCINCA, à manquer à ses obligations relatives à la lutte contre la corruption.

## **ARTICLE 8. EXECUTION FINANCIERE**

---

### **8.1 Avance – Acomptes – Délais et retard de paiement – Titres de recette**

#### *8.1.1 Avance*

Sauf renonciation du titulaire porté à l'acte d'engagement du marché, une avance peut être versée sur la part du marché dont l'exécution n'est pas sous-traitée. Son assiette est calculée conformément aux modalités prévues aux articles R.2191-3 et R.2191-16 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé à 10% du montant initial TTC du bon de commande.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable ni actualisable.

Le remboursement d'une avance s'effectue par précompte dès la première facture émise au titre des prestations dont le montant est compris dans l'assiette de celle-ci.

#### *8.1.2 Acompte*

Le montant total des acomptes ne peut pas excéder 90 % du montant hors taxe de la commande concernée. La TVA et les autres taxes s'ajoutent au montant de l'acompte, quand les conditions les rendant exigibles sont réunies.

#### *8.1.3 Délais de paiement*

Le paiement de l'avance intervient dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification de chaque bon de commande d'un montant supérieur à cinquante (50) milles euros et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois.

Le paiement des acomptes et du solde doit intervenir dans un délai global de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou à compter de la date d'admission des prestations si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le paiement est effectué en euros au compte ouvert au nom du titulaire.

#### **8.1.4 Retard de paiement**

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement principal les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

En outre, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire de quarante (40) euros pour frais de recouvrement.

Le montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire sont calculés conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

#### **8.1.5 Émission de titre de recette, le cas échéant**

Lorsqu'une partie des prestations n'a pas été réalisée conformément aux dispositions du présent marché, la CCINCA se réserve la possibilité d'émettre un titre de recette afin de prendre en compte les pénalités ou toute autre indemnité venant en déduction d'une demande de paiement du titulaire.

### **8.2 Cession ou nantissement des créances**

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R. 2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R.2191-59 à R.2191-62 du Code de la commande publique est le Président de la CCINCA, ou ses représentants habilités.

---

## **ARTICLE 9. DEMANDES DE PAIEMENT**

---

### **9.1 Dispositions générales**

La demande de paiement est adressée à la Direction financière et comptable de la CCINCA par voie dématérialisée :

**Via le portail de facturation mis en place par l'Etat** (portail Chorus Pro), si les obligations prévues au I de l'article 1 et à l'article 2 de [l'Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014](#) s'appliquent au titulaire ou si ce dernier a choisi de les appliquer par anticipation.

**POUR LA CCI NCA : Via l'adresse électronique de leur service comptabilité suivante : [comptabilite.siege@cote-azur.cci.fr](mailto:comptabilite.siege@cote-azur.cci.fr) .**

Pour la SCI DU PAL et la SCI CAMPUS : **Via l'adresse électronique de leur service comptabilité suivante :**  
[Comptabilite.filiales@cote-azur.cci.fr](mailto:Comptabilite.filiales@cote-azur.cci.fr)

Le titulaire adresse ses demandes de paiement en les déposant au préalable dans le portail de facturation mis en place par l'Etat (**Chorus Pro**)

Les demandes de paiement sont transmises au choix du titulaire, selon l'un des formats proposés par le portail de facturation mis en place par l'Etat (Chorus Pro).

Toute la documentation relative à ce portail est accessible sur le site internet de la Communauté Chorus Pro  
<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Le titulaire dont l'adresse est indiquée dans l'acte d'engagement informera du format qu'il a retenu dès la notification du marché. Pour ce faire, il envoie un courrier électronique à la direction financière et comptable de l'entité dont l'adresse est indiquée dans l'acte d'engagement.

## **9.2 Présentation de la demande de paiement**

Le titulaire adresse aux propriétaires, une fois par trimestre, un appel de charges intégrant ses honoraires.

## **9.3 Dispositions particulières en cas de demande de versement d'acomptes / de solde**

### **9.3.1 Demandes de versement d'acomptes**

Les demandes de versement d'acomptes sont adressées par voie dématérialisée dans les mêmes conditions que celles décrites ci-dessus à l'article « Demandes de paiement ».

La demande de paiement d'acompte mentionne impérativement le numéro du bon de commande la CCINCA. Son absence entraîne le rejet de la demande.

### **9.3.2 Demandes de paiement pour solde**

Les demandes de paiement pour solde sont adressées par voie dématérialisée dans les mêmes conditions que celles décrites ci-dessus à l'article « Demandes de paiement ».

La demande de paiement mentionne impérativement le numéro du bon de commande la CCINCA.

Du montant de cette facture, qui fait apparaître la valeur totale des prestations, est déduit, le cas échéant, le montant des avances et des acomptes versés.

La demande de paiement pour solde précise la date de réception des prestations.

Au cas où une partie des prestations n'aurait pas été réalisée conformément aux stipulations du présent marché, la CCINCA se réserve la possibilité de mettre en œuvre un paiement partiel définitif de la commande.

## **9.4 Modalités de paiement des sous-traitants**

L'annexe à l'Acte d'Engagement (DC4, disponible sur <http://www.economie.gouv.fr>) précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 12 du CCAG/FCS.

En outre, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par la CCINCA, à chaque sous-traitant concerné. Cette somme est toutes taxes comprises.

## **ARTICLE 10. ASSURANCES**

---

Conformément à l'article 9 du CCAG/FCS, le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des Propriétaires et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG / FCS, il doit justifier avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Propriétaire concerné et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **ARTICLE 11. PENALITES**

---

### **11.1 Définition du manquement**

Les pénalités prévues dans le présent CCAP ne sont pas libératoires.

Tout non-respect du cahier des charges et/ou des engagements du titulaire (Cadre de mémoire technique contractuel) sera considéré comme un manquement.

Ces manquements pourront être constatés de manière inopinée ou lors de contrôles, seront enregistrés sur un registre, et donneront lieu soit à une réfaction, soit à une exécution aux frais et risques du Titulaire, soit à des pénalités.

### **11.2 Modalités de calcul**

#### *11.2.1 Pénalités de retard*

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, les pénalités de retard s'appliquent dès le 1er euro, sur simple constatation de l'anomalie et seront prélevées sur la facture correspondant au paiement des prestations de l'appel de charges suivant.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, dès que le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-FCS.

Les pénalités de retard ne sont pas soumises à révision.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS, le montant des pénalités n'est pas plafonné à 10 % du bon de commande.

Par dérogation à l'article 1.4.3 du CCAG/FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du bon de commande.

#### *11.2.2 Pénalités de non-conformité*

Les pénalités s'appliquent dès le 1er euro sur simple constatation de l'anomalie et seront prélevées sur la facture correspondant au paiement des prestations du bon de commande suivant.



Les pénalités ne sont pas soumises à révision.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS, le montant des pénalités n'est pas plafonné à 10 % du bon de commande.

Par dérogation à l'article 1.4.3 du CCAG/FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du bon de commande.

Ces pénalités restent cumulables. Le montant de cette pénalité sera déduit de la demande de paiement suivante.

Ces pénalités ne se substituent en aucun cas à l'obligation du Titulaire de procéder aux remises à niveau des non-conformités.

### 11.2.3 Tableau des pénalités

PENALITES	MONTANTS
Non-respect du Cadre de mémoire technique	150€ par manquement

Tout autre manquement au présent marché, caractérisé et/ou répétitif, constaté et notifié au Titulaire par l'un ou l'autre des Propriétaires entraînera l'application de pénalité d'un montant égal à 10 % de la facture trimestrielle. Cette pénalité sera déduite sur la facture trimestrielle suivante.

### 11.3 Réfaction :

Conformément au CCAG/FCS, une réfaction sur les factures reçues peut avoir lieu en cas de mauvaise exécution du marché. Le montant de la réfaction est calculé par le Propriétaire concerné en fonction de la gravité des manquements constatés.

### 11.4 Pénalités pour travail dissimulé

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du travail, des pénalités pourront être infligées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise. Le montant des pénalités, est égal à 10% du montant du contrat.

### 11.5 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

La CCINCA, peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire.

S'il n'est pas possible pour la CCINCA, de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le Titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **ARTICLE 12. MODIFICATIONS DU MARCHÉ**

---

### **12.1 Clause de réexamen**

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique relatif aux clauses de réexamen et lors d'événements imprévisibles, extérieurs aux parties et susceptibles de bouleverser l'économie du contrat, l'acheteur autorise la modification du contrat, sans condition de montant (et dans la limite des masses annuelles pour les accords-cadres), pour répondre aux aléas économiques et/ou techniques frappant le contrat en cours d'exécution. Cette modification s'entend dans la limite d'un changement de la nature globale du contrat (la modification du contrat ne pouvant en modifier l'objet).

Le présent marché pourra être amendé par voie de modification en vue d'adapter les éléments suivants aux circonstances

- Périodicité de révision des prix
- Clause butoir
- Extension du périmètre
- Substitution d'un membre d'un groupement par un nouvel opérateur économique, en dehors d'une opération de restructuration dans les cas suivants : sortie volontaire du groupement et remplacement dans celui-ci avec accord des autres membres, rachat du titulaire, simple modification sociale.

Les parties conviennent de se rapprocher dans ces situations, l'acheteur n'étant jamais contraint de donner son aval.

A cette fin, les parties s'engagent à renégocier de bonne foi les termes du présent marché et feront les meilleurs efforts afin de rendre possible l'exécution de ce dernier, selon des aménagements à définir d'un commun accord. Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de refuser la mise en œuvre de la présente clause de réexamen.

En toutes hypothèses, la modification ne pourra porter atteinte à la nature globale du marché et aux principes de la commande publique et sera fondée à l'appui de preuves comptables et juridiques tangibles de la part du titulaire du présent marché.

#### *12.1.1 Modifications et ajouts de prestation(s) en cours d'exécution*

En cours d'exécution du marché, des modifications et/ou des ajouts de prestation(s) peuvent intervenir par le biais d'une évolution réglementaire et/ou normative. Ces modifications et/ou ajouts ne remettent pas en cause la nature globale du marché.

Les modalités sont décrites dans les conditions fixées ci-après.

##### 1) Modifications et ajouts de prestation(s) à l'initiative du titulaire

En cours d'exécution du marché, le titulaire peut procéder à des modifications et/ou des ajouts d'une (des) prestation(s) objet du marché afin de faire suite à des évolutions d'ordre technique ou technologique des prestations objet du marché.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du code de la commande publique, ces modifications et/ou ajouts ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale du marché.

Ces évolutions peuvent avoir des conséquences sur :

- La composition des prestations (modifications, ajouts) et par voie de conséquence, sur les prix correspondants.

Le prix net des prestations modifiées ou ajoutées est déterminé de la manière suivante : le prix de la prestation modifiée ou ajoutée ne saurait excéder de 40 % le prix de la prestation analogue au marché.

En tout état de cause :

- La prestation modifiée est conforme aux spécifications fonctionnelles prévues au présent marché et doit être techniquement équivalent ou supérieur à la prestation proposé(e) initialement.
- La prestation ajouté(e) est conforme à l'objet du marché et en lien direct (déclinaison ou accessoire ou option) avec la prestation du marché et nécessaire à la bonne exécution du marché.

## 2) Modifications et ajouts suite à une évolution réglementaire et/ou normative

En cours d'exécution du marché, une évolution de la réglementation ou des normes applicables au présent marché peut avoir pour effet de rendre obligatoire la modification de l'offre consistant en la modification des prestations.

La situation décrite ci-dessus peut avoir des conséquences sûres :

- La composition des prestations (modifications, ajouts) et par voie de conséquence, sur les prix correspondants.

En tout état de cause, l'augmentation des prix résultant de cette situation ne saurait en excéder le coût de la mise aux normes des prestations.

### *12.1.2 Modalités de mise en œuvre de la modification / de l'ajout*

Le titulaire est tenu de soumettre à de la CCINCA, un dossier motivé au plus tard deux (2) mois avant la date souhaitée d'ajout ou de modification.

Le dossier contient notamment, s'il y a lieu :

- Les justificatifs techniques et/ou fonctionnels des liens directs entre la prestation modifié(e)/ajouté(e) et la prestation présente au marché,
- Les caractéristiques techniques de la prestation ajoutée ou modifiée,
- Les annexes « financières » mises à jour, le cas échéant.

A compter de la réception du dossier complet susvisé, de la CCINCA, dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires pour valider la modification ou l'ajout.

Si la demande de modification ou d'ajout est acceptée par de la CCINCA, les modifications sont intégrées dans une annexe au CCTP sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

Les modifications de prestations entrent en vigueur à la date fixée par de la CCINCA, dans le courrier adressé au titulaire ou à l'expiration d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la validation de de la CCINCA.

## **12.2 Cession de marché**

Le marché peut, en tout ou partie, être librement cédé par le titulaire sous réserve que :

- Le cessionnaire présente des garanties professionnelles et financières suffisantes pour assurer la bonne exécution du marché ;
- La cession ne soit pas de nature à remettre en cause les éléments essentiels relatifs au choix du titulaire ;
- La cession ne soit pas de nature à modifier substantiellement l'économie du marché.

Dans le cas où la cession du marché doit intervenir au bénéfice d'une autre personne morale, le titulaire, afin d'obtenir l'accord préalable de la CCINCA, informe cette dernière en temps utile et lui fournit les éléments nécessaires à son appréciation des capacités techniques, professionnelles et financières.

## **12.3 Prestations similaires**

Le recours au marché de services ayant pour objet des prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire est prévu au marché dans les conditions décrites à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 13. RESILIATION**

---

Sans préjudice des stipulations des articles 1.2 et 3.7.5 du CCAG/FCS, et conformément aux dispositions de l'article L. 2195-1 du Code de la commande publique, le marché est résilié aux torts exclusifs du titulaire lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique sont inexacts ou lorsque le titulaire refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 ou D 8254-2 à D.8254-5 et R 1263-12 du Code du travail.

La résiliation du marché est alors prononcée par le pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

Le pouvoir adjudicateur peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 45 du CCAG/FCS. Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

La CCINCA, peut résilier, à tout moment, pour motif d'intérêt général le marché. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire. La notification de cette décision au titulaire intervient au plus tard deux (2) mois avant sa date de prise d'effet.

## **ARTICLE 14. COTRAITANCE**

---

### **14.1 En cas de défaillance d'un des membres du groupement**

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit (8) jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur d'y procéder, le cocontractant, énuméré en première position (hors le mandataire) dans la lettre de candidature indiquée à l'acte d'engagement, devient le nouveau mandataire du groupement.

### **14.2 Émission des déclarations sociales nominatives**

Le mandataire tel qu'identifié à l'acte d'engagement est destinataire de toutes les déclarations sociales nominatives et en accuse réception, sauf accord exprès de la CCINCA, et du mandataire pour d'autres modalités.

### **14.3 Les modalités de paiement**

Le paiement peut être effectué à destination du mandataire ou de chaque cotraitant si les conditions ci-dessous sont remplies.

Le paiement direct de chaque cotraitant peut être effectué par la CCINCA :

- Si le groupement est en capacité de présenter dans l'attestation de cotraitance fournie par de la CCINCA, une répartition claire et permanente des prestations, et si les modalités d'échanges qu'il souhaite mettre en œuvre peuvent techniquement être gérées par la CCINCA, notamment dans son système d'information ;

- Ou si les sommes se rapportant à l'exécution des prestations de chaque cotraitant sont identifiées dans les dix jours de l'émission du bon de commande.

A défaut de transmission des informations nécessaires au paiement direct dans les délais requis, les paiements sont effectués au bénéfice du mandataire.

Les cotraitants ou le mandataire procèdent alors à la facturation conformément aux stipulations de l'article « demandes de paiement » du CCAP.

Les avances et acomptes prévus au CCAP ainsi que le solde sont versés au membre du groupement exécutant les prestations objet de l'avance, de la demande de versement d'acompte et du solde, dès lors que les exigences susvisées sont respectées. A défaut, les paiements sont adressés au mandataire.

## **ARTICLE 15. SOUS-TRAITANCE (INTERDITE EN FOURNITURE)**

---

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché à condition d'avoir obtenu de la CCINCA, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement suivant les modalités décrites aux articles R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

A ce titre, le titulaire s'engage à déclarer systématiquement son sous-traitant à travers l'acte spécial de sous-traitance (DC4). Chaque sous-traitant doit faire l'objet d'un DC4. En cas de non-respect de cette obligation, le pouvoir adjudicateur fait application des articles 3.6.3 et 41.1 du CCAG/FCS ainsi que de la pénalité prévue dans le présent CCAP.

En l'absence de respect de ces modalités, la CCINCA, peut résilier le présent marché pour faute du titulaire dans les conditions décrites à l'article 41 du CCAG/FCS.

Par ailleurs, les éventuels sous-traitants de second rang, dûment préalablement déclarés, ne peuvent bénéficier du paiement direct.

## **ARTICLE 16. PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR**

---

### **16.1 Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du Code du travail)**

Le titulaire s'engage à fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du Code du travail.

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article « résiliation » du présent CCAP.

### **16.2 Dispositif de contrôle (Article L 8222-6 du Code du travail)**

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du Code du travail, le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail, la CCINCA enjoint aussitôt au titulaire de faire cesser la situation délictuelle.

Le titulaire a deux (2) mois à compter de cette mise en demeure pour apporter la preuve de la fin de la situation délictuelle, sans quoi, à l'issue de ces deux (2) mois, le marché peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

### **16.3 Liste nominative du personnel étranger**

Conformément aux dispositions de l'article D. 8254-2 du Code du travail, le titulaire ainsi que tout sous-traitant s'engagent à remettre à la CCINCA, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du Code du travail.

Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- Sa date d'embauche ;
- Sa nationalité ;

- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Conformément aux dispositions de l'article D.8254-4 du Code du travail, cette liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail est adressée tous les six (6) mois, jusqu'à la fin de l'exécution des prestations du marché.

En cas de non-respect de ces dispositions et après mise en demeure restée infructueuse pendant deux (2) jours, le bon de commande est annulé ou résilié. Le manquement répété au présent article de la part du titulaire peut conduire à la résiliation du marché.

## **16.4 Obligations en matière de détachement des travailleurs**

Tout titulaire ainsi que tout sous-traitant qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L. 1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D. 1265-1 Code du travail.

Ils doivent notamment adresser une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation et désigner un représentant de l'entreprise sur le territoire national, chargé d'assurer la liaison avec les agents de contrôle compétents pendant la durée de la prestation.

À cet effet, et conformément aux dispositions de l'article R. 1263-12 du Code du travail, le titulaire ainsi que tout sous-traitant adresse à la CCINCA, le cas échéant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les deux documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi ;
- Une copie du document désignant son représentant sur le territoire national.

En application de l'article L. 1262-4-1 du Code du travail, la CCINCA, vérifie que le titulaire ou le sous-traitant qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

## **ARTICLE 17. CONTENTIEUX, DIFFERENDS ET LITIGES**

---

Le Droit français est seul applicable.

Toute contestation entre les parties, prenant une forme contentieuse, portant sur l'interprétation et/ou l'exécution du présent marché, est portée par la partie la plus diligente, conformément à l'article R.312-11 du Code de justice administrative, devant LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE.

## **ARTICLE 18. MEDIATION**

---

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relativement à son exécution ou son interprétation.

En cas d'échec de la concertation engagée entre les parties ou de la résolution amiable de leur différend, et avant toute saisine de la juridiction compétente, le titulaire a l'obligation de saisir la CCINCA, par courrier recommandé avec avis de réception à l'adresse suivante Pôle commande publique, CCI Nice Côte d'Azur, 20 boulevard Carabacel, CS 11259, 06005 Nice Cedex 1, France.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de trois (3) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation sont confidentiels.

## **ARTICLE 19. CLAUSE OU STIPULATION REPUTEE NON ECRITE**

---

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, elles seront réputées non écrites, cependant les autres stipulations du marché conserveront toute leur force et leur portée.

## **ARTICLE 20. DEROGATIONS AU CCAG/FCS**

---

Par dérogation à l'article 1er du CCAG FCS il n'est pas renseigné de liste récapitulative des articles auxquels le présent CCAP déroge.